



Portrait

Maixent Raoul Ominga, expert-comptable et acteur de la modernisation des infrastructures éducatives (11)



PME : Un partenariat stratégique d'environ 656 millions de Fcfa pour financer les startups congolaises

La Fondation BantuHub et le groupe L'Archer ont signé un partenariat stratégique d'environ 656 millions de Fcfa, destiné à renforcer les PME et startups congolaises à fort potentiel au cours de l'année 2026. (p.9)



Développement agricole : Une foire nationale prévue en février prochain pour stimuler le secteur (p. 6)



Technologie : Top 16 des pays africains les mieux classés dans la course mondiale à l'Intelligence artificielle (p.16)

Changement de paradigme !

Au moment où la République du Congo s'approche de l'échéance électorale de mars 2026, les populations se trouvent face à plusieurs tensions sociales. Celles-ci sont liées entre autres, aux arriérés de salaires et de pensions de retraités, provoquant ainsi des grèves dans des secteurs comme l'éducation (Université Marien Ngouabi), les télécommunications (La Poste), et l'administration municipale (Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie...).

En effet, des manifestations organisées ici et là ont pour causes, des mois de salaires impayés allant parfois jusqu'à plusieurs mois pour les municipalités. De retards de paiements accumulés de plusieurs mois de retraités (jusqu'à environ 50 mois), notamment de la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF). A cela s'ajoutent, le paiement d'heures supplémentaires, les cotisations sociales, et le non-respect des engagements gouvernementaux.

Dans ce contexte, des appels à des grèves illimitées se multiplient, et la situation reste tendue dans plusieurs villes, avec des manifestations et des menaces de blocage des services publics. Ce climat met en évidence une crise persistante dans le secteur public congolais, avec des travailleurs exprimant leur ras-le-bol face à la gestion des salaires et à la précarité des conditions de travail.

Face à toutes ces tensions, il est crucial pour les gouvernants de résoudre les crises sociales pour maintenir la stabilité sociale et économique, renforcer la confiance des citoyens envers les dirigeants, prévenir des troubles civils plus graves, et assurer un environnement propice à la croissance. Il est important de noter que les travailleurs sont plus productifs lorsqu'ils sont satisfaits.

D'où l'urgence pour les gouvernants de changer de paradigme non seulement pour éviter l'explosion sociale, mais aussi pour construire une base solide pour le développement durable et la paix en République du Congo.

Par la rédaction

1. **Edito : Changement de paradigme (p. 2)**
2. **Economie : Le Congo câble sur une croissance du PIB de +2,8% en 2025 (p. 3)**
3. **Infrastructures bancaires : Pose de la première pierre de l'immeuble R+7, futur siège de la BCH (p. 4)**
4. **Vœux de nouvel an 2026 : Le Congo s'engage à poursuivre les réformes économiques et sociales en cours (p. 5)**
5. **Développement agricole : Une foire nationale prévue en février prochain pour stimuler le développement du secteur (p. 6)**
6. **Diplomatie économique : Arnold W. Akina ambitionne de faire de la Cdeco une plateforme de référence pour les relations économiques (p.7)**
7. **PME : Un partenariat stratégique d'environ 656 millions de Fcfa pour financer les startups congolaises (p.9)**
8. **Micro-crédits : 50 millions de Fcfa pour accompagner les porteurs de projets sélectionnés à Kinkala (p.10)**
9. **Opinion : « Pour améliorer le climat des affaires au Congo, il est nécessaire de rendre souple le cadre administratif » (p.10)**
10. **Portrait : Maixent Raoul Ominga, expert-comptable et artisan de la modernisation des infrastructures éducatives (p.11)**
11. **Energie : Bientôt la tenue d'un forum pour promouvoir les projets énergétiques africains (p.13)**
12. **Startups digitales : Les pays africains qui se distinguent par leurs performances (p.14)**
13. **Infrastructures : Le Maroc ambitionne de placer l'économie bleue au centre de sa stratégie (p.15)**
14. **Technologie : Top 16 des pays africains les mieux classés dans la course mondiale à l'Intelligence artificielle (p.16)**

Manager : Grace Dinzebi

Rédacteur en chef : Mélaine Massamba

Comité de rédaction: Grace Dinzebi, Mélaine

Massamba, Espoir Mabika, Julien Bonga

Infographe : Jules Makosso

Commercial : Juslie Mbemba

Contacts : (+242 05 719 64 16)

Le Congo câble sur une croissance du PIB de +2,8% en 2025

En 2025, l'activité économique de la République du Congo devrait s'être consolidée, avec un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel de +2,8%, contre 1,5% en 2024, selon les estimations de la Beac. D'après le Comité national économique et financier (Cnef), l'activité économique du pays s'est nettement améliorée au cours du troisième trimestre de l'année 2025.

Par GMB

Au cours de sa dernière session annuelle, le Cnef, institution interne la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) a signifié que cette amélioration a été possible grâce à la

publique du Congo sur le marché se sont caractérisées par une hausse de 4,7% des besoins exprimés et de 12,1% de l'encours à 2.659, 3 milliards Fcfa.

climat d'incertitudes lié notamment à la politique commerciale "protectionniste" des Etats-Unis, et des tensions géopolitiques persistantes.

Dans ce cadre, le Fonds monétaire international, dans son édition « Les perspectives de l'économie mondiale », publiées en octobre 2025, a révisé à la hausse ses prévisions de croissance mondiale à 3,2% pour 2025 et 3,1% pour 2026.

Cette dernière session annuelle du Cnef a permis d'examiner la situation économique en Afrique centrale. La réunion, patronnée par le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka, a connu également la participation du ministre de l'Economie, du plan et de l'intégration régionale, Ludovic Ngatsé, du gouver-



Séance de travail des membres du CNEF

poursuite des investissements dans le secteur pétrolier, et à la bonne tenue du secteur hors pétrole.

Toujours dans le cadre de cette amélioration, le Comité a souligné que sur le front des prix, l'inflation devrait demeurer proche de la norme communautaire de 3,0%, contre 3,1% en 2024, en lien notamment avec la hausse des prix de certains produits alimentaires et les perturbations dans la desserte en électricité.

En ce qui concerne les différents modes de financement de l'économie congolaise, le Cnef a relevé une augmentation de 27,9% de l'encours des crédits bruts accordés par les banques à 1.816, 4 milliards Fcfa au 31 août 2025 et une hausse des créances en souffrance de 15,7% à 264,8 milliards Fcfa.

A compter de fin août 2025, en glissement annuel, les activités de la Répu-

Par ailleurs, sur le plan sous-régional, le Cnef, s'appuyant sur les statistiques de la Beac, a noté une progression de 6,7% de l'indice composite en glissement annuel, après une hausse de 8,0% au trimestre précédent, et de 9,3% un an plus tôt.

En moyenne annuelle, le taux d'inflation au niveau de la sous-région s'est établi à 2,8% en septembre 2025, contre 4,3% un an plus tôt. Pour l'année 2025, le taux de croissance du PIB s'établirait à 2,6%, contre 2,7% en 2024.

Une résilience de l'économie mondiale constatée malgré les incertitudes

Sur le plan international, le Comité a indiqué la situation économique mondiale est restée résiliente, malgré le



Vue des membres du gouvernement

neur de la Beac, Yvon Sana Bangui, et de plusieurs autres responsables d'institutions bancaires. ■

Infrastructures bancaires

Pose de la première pierre de l'immeuble R+7, futur siège de la BCH

La première pierre du futur immeuble R+7 devant abriter le nouveau siège de la Banque congolaise de l'habitat (BCH), a été posée de façon symbolique, dans le cadre du plan de restructuration 2026-2030 de l'institution bancaire. Ce plan vise à œuvrer pour l'amélioration des conditions de travail des agents, la modernisation et le développement des activités de la Banque.

Par **Espero Mab**

Le coup d'envoi du lancement des travaux de cet immeuble a été donné par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou-N'Guesso, en décembre 2025 à Brazzaville. Cette infrastructure qui est construite par l'entreprise MAC construction, devrait abriter environ 186 postes de travail, plusieurs salles de réunion, et un data center.

Ce futur siège, traduisant l'ambition de modernité et de promotion de l'accès au logement, va contenir également des services dédiés aux clients VIP. Les travaux de construction de cet immeuble devraient s'exécuter en 18 ou 24 mois.

Avec le futur siège, le Congo pourra investir en lui-même

Représentant le ministre en charge des Finances, le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a souligné que le projet de construction dudit siège prouve que la République du Congo peut investir en elle-même, car elle disposera d'une banque spé-

cialisée suffisamment robuste pour

ménages aux financements immobiliers », a déclaré Bruno Jean Richard Itoua.

Spécialisée dans le financement du secteur de l'habitat, la BCH a été créée en 2008. Institution bancaire universelle, elle finance des projets de construction de logements destinés à



Le chef de l'Etat lance les travaux de construction du siège de la BCH

affirmer sa place dans l'écosystème financier.

« Ce futur siège va constituer un levier de relance et de diversification économique, grâce non seulement à son rôle majeur dans l'accompagnement des projets d'habitat, mais également son ambition de faciliter l'accès des

l'usage d'habitation, des projets de viabilisation de terrains sur lesquels seront édifiés des lots destinés à l'usage d'habitation, ainsi que l'acquisition de parcelles de terrain à vocation d'habitation sur lesquelles seront édifiés des logements. ■



Boostez votre visibilité

☑ Communiqués/Annonces

☑ Publi-reportage

☑ Publicité

☎ +242 05 719 64 16

🌐 www.tribune-eco.cg

Vœux de nouvel an 2026

Le Congo s'engage à poursuivre les réformes économiques et sociales en cours

Dans son discours à l'occasion de la présentation de vœux de nouvel an au corps diplomatique, le président de la république, Denis Sassou-N'Guesso, a pris l'engagement de poursuivre les réformes économiques et sociales déjà en cours au Congo, afin de renforcer l'embellie enregistrée sur la voie de la croissance et du progrès.

Par Julio Mas



Les Tours Jumelles de Mpila, à Brazzaville

Le chef de l'Etat qui répondait au corps diplomatique, le 6 janvier dernier à Brazzaville, a appelé à une solidarité internationale pour un accompagnement "plus accru", dans le but de permettre à la République du Congo de consolider les avancées enregistrées. Il a réitéré la volonté du Congo dans la promotion des partenariats stratégiques, gagnant-gagnant, publics et privés.

Denis Sassou-N'Guesso prône le multilatéralisme

D'où l'importance du multilatéralisme qu'il perçoit comme une porte de sortie de crises et de tensions entre les nations, avec des espaces stratégiques de dialogue et de solidarité qui reculent les frontières des souverainetés et des nationalismes étroits.

« Le moment est arrivé pour que nous allions vers une réforme majeure de l'Organisation des Nations Unies et pour que l'Afrique trouve la place qu'elle mérite, notamment au sein du Conseil de sécurité. Au regard, entre autres, de ses atouts démographiques, et ses ressources naturelles, l'Afrique, a pris conscience de sa place et de son rôle au sein de la communauté internationale », a déclaré le président congolais.

Vicente Mounada salue les acquis de développement

Quant à lui, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Angola en République du Congo, et doyen du corps diplomatique accrédité au pays, Vicente Mounada, a salué les acquis consolidés par le Congo, pour affirmer sa



Le chef de l'Etat répond au diplomate angolais

voix et accroître sa visibilité sur la scène internationale.

Sur le plan national, les retombées de cette diplomatie...

...active et cohérente du Congo se traduisent par les avancées en matière de développement économique, la consolidation de la paix et de la stabilité, et le renforcement de la cohésion sociale.

« Ces acquis constituent un socle précieux à l'approche des échanges importants à venir, notamment l'élection présidentielle prévue au mois de mars de cette année, qui

s'inscrivent dans la continuité du fonctionnement régulier des institutions républicaines », a souligné le diplomate angolais.

En rappel, la cérémonie de présentation de vœux est cruciale dans la mesure où elle renforce la cohésion nationale en rassemblant les corps constitués et les forces vives. ■

Développement agricole

Une foire nationale prévue en février prochain pour stimuler le développement du secteur

La Zone agricole protégée (Zap) de Bambou Mingali, située dans le département du Pool, à environ 60 km de Brazzaville, va abriter du 5 au 15 février prochain, la première édition de la Grande foire nationale de l'agriculture du Congo (Gfac). Ce grand événement permettra de mobiliser les acteurs du secteur agricole, de valoriser les productions nationales et de stimuler le développement agricole du pays.

Par Julien Bonga



Le ministre Paul Valentin Ngobo dans une Zone agricole protégée

Placée sous le thème « Faire de l'agriculture une cause nationale et une source de fierté », cette édition va servir de point de rencontre entre producteurs, entreprises, institutions et investisseurs pour renforcer les filières, encourager la transformation

locale et soutenir la croissance économique du Congo.

Durant plusieurs jours des travaux, l'événement devant rassembler producteurs, transformateurs, distributeurs, institutions et investisseurs, met-

tra également en lumière la richesse et la diversité des productions agricoles nationales, tout en encourageant la consommation locale et l'exportation des produits du terroir congolais.

Pendant cet événement, plusieurs activités seront organisées, parmi lesquelles des expositions sur divers domaines tels que l'agro-industrie et la transformation,

l'agroécologie et le climat, l'agri-tech et l'innovation, la pêche et l'aquaculture, les intrants agricoles, la gouvernance et le financement, le machinisme et les équipements, ainsi que l'élevage et la santé animale. ■

Diplomatie économique

Arnold W. Akina ambitionne de faire de la Cdeco une plateforme de référence pour les relations économiques

Dans une interview exclusive accordée au magazine Tribune Eco, le président de la Chambre de diplomatie économique du Congo (Cdeco), Arnold Wesley Akina, a réaffirmé son ambition de faire de cette organisation une plateforme de référence pour les relations économiques et commerciales Afrique-Monde d'ici 2030. L'occasion a permis également au président de la Cdeco de faire la genèse de cette organisation, ainsi que de proposer des pistes de solutions susceptibles d'atténuer les effets du changement climatique.

Propos recueillis par Grace Dinzebi



Fondée courant l'année 2025, la Chambre de diplomatie économique du Congo (Cdeco) a pour mission de promouvoir les intérêts économiques et commerciaux du Congo et d'Afrique sur la scène internationale. A ce jour, quelles initiatives avez-vous déjà impulsées ?

Depuis la création de la Cdeco le 27 août 2025, nous avons déjà initié plusieurs actions structurantes pour asseoir notre mission. Parmi celles-ci figure, le lancement du Comité consultatif national et international (CCN & CCI-Cdeco), réunissant des experts, des diplomates, des personnalités publiques et des conseillers économiques reconnus, pour accompagner nos orientations sur le plan diplomatique et économique.

Outre cela, il y a également l'ouverture de discussions de coopération avec plusieurs Chambres de commerce et réseaux internationaux, notamment en Afrique et en Eurasie, en vue de bâtir des passerelles durables ; ainsi que le lancement de l'initiative "Kampus Cdeco", un centre dédié à l'accompagnement des étudiants congolais et jeunes entrepreneurs dans divers domaines.

L'organisation de missions économiques ciblées au niveau national et international pour renforcer les échanges B2B, B2G et les investissements directs étrangers ; et la participation officielle et active de la Cdeco à deux activités importantes, dont la 30^e session des "Vendredis de Carre-

four", font également partie des actions initiées. Ces initiatives ont permis de poser les bases d'un écosystème diplomatique et économique au service du développement du Congo et de l'Afrique.

Votre organisation œuvre pour la facilitation des investissements, le renforcement des échanges commerciaux, ainsi que l'accompagnement de projets dans l'espace économique régional et mondial. Sur quels critères sélectionnez-vous les projets ? Et quels sont vos secteurs prioritaires ?

La Cdeco sélectionne les projets qu'elle appuie selon des critères stratégiques, en lien avec sa mission de promotion et de facilitation des intérêts économiques du Congo et de l'Afrique. Au nombre de ceux-ci on peut retenir l'impact économique et social du projet ; l'alignement des projets avec les priorités nationales, notamment le Plan national de développement (PND) 2022-2026 et les stratégies sectorielles du pays.

A cela s'ajoutent la viabilité technique et financière du projet (il doit présenter une faisabilité réaliste, un business model structuré et un potentiel de bancabilité), ainsi que la dimension régionale ou internationale des projets.

Concernant les secteurs prioritaires, la Cdeco agit comme catalyseur de partenariats public-privé et comme plateforme de diplomatie économique proactive dans divers axes, notamment les énergies ; l'agriculture, l'agro-industrie et la sécurité alimentaire ; les infrastructures et la logistique ; l'économie numérique et l'innovation ; le tourisme durable et les industries culturelles ; l'éducation, la formation et l'entrepreneuriat.

En perspective, quels sont les objectifs à court, moyen et long terme de la Cdeco ?

La Cdeco s'inscrit dans une dynamique progressive avec des objectifs clairs et précis à court, moyen et long terme pour renforcer l'influence économique et commerciale du Congo et promouvoir la diplomatie régionale et internationale...

...À court terme (2024–2026), il est prévu, entre autres, la structuration des organes de gouvernance et l'élargissement de notre réseau de partenaires institutionnels ; le renforcement de la visibilité de la Cdeco ; ainsi que l'organisation des missions économiques, forums B2B/B2G et sessions d'information sur les opportunités d'investissements.

À moyen terme (2026–2029), nous prévoyons de positionner la Cdeco comme un Hub stratégique de la diplomatie économique proactive en Afrique centrale ; de contribuer à la diversification de l'économie congolaise en facilitant et en soutenant les investissements dans nos secteurs clés ; de mettre en place un observatoire sur le climat des affaires, en partenariat avec les institutions paraétatiques.

À long terme (2030 et au-delà), il sera question pour nous de faire de notre organisation une plateforme de référence pour les relations économiques et commerciales Afrique-Monde ; de faciliter la transformation structurelle et industrielle de l'économie congolaise à travers des partenariats multilatéraux ; et de parvenir à être un levier de diplomatie économique régionale, en lien avec la Zlecaf, la Ceeac et les institutions internationales.

Depuis des années, le monde est secoué par les conséquences du changement climatique. Ce phénomène ne cesse d'entraver le développement des pays. Quelles alternatives préconisez-vous, pour contribuer à la lutte contre les effets du changement climatique ?

Face aux effets déstabilisants du changement climatique, la Cdeco dans ses missions, encourage et contribue à une approche économique durable et intégrée à travers des alternatives concrètes visant la promotion des investissements verts, en soutenant notamment les projets liés aux énergies renouvelables en vue de réduire la dépendance aux énergies fossiles.

Ces pistes de solutions s'appuient également sur le développement d'une économie circulaire, en encourageant les entreprises locales à adopter des modèles de production respectueux de l'environnement, afin de favoriser le recyclage, la gestion durable des déchets et l'efficacité énergétique.

De même, nous procédons à la valorisation de l'agriculture durable en appuyant sur des projets agricoles climato-intelligents (irrigation économe, agroforesterie, semences résistantes), pour renforcer la sécurité alimentaire tout en préservant les ressources naturelles. Il y a également la mobilisation de la finance climatique, en facilitant l'accès des porteurs de projets africains aux fonds verts mondiaux (FVC, GEF).

Pour atténuer les effets du changement climatique, la Cde-

co mise aussi sur le renforcement de la diplomatie climatique, une stratégie qui consiste à positionner le Congo comme un acteur proactif dans les grandes négociations internationales et la coopération régionale sur les questions environnementales. Toutes ces alternatives s'inscrivent dans une logique de transition écologique inclusive, où croissance économique, protection de l'environnement et développement social avancent ensemble.

Avez-vous un message particulier à adresser aux gouvernants et aux Congolais ?

À l'heure où le monde continue à redéfinir ses équilibres économiques, commerciaux et géostratégiques, la République du Congo ne peut rester en marge de cette dynamique de transformation globale. En effet, les décideurs doivent comprendre qu'il est impératif d'investir de manière stratégique dans la gouvernance institutionnelle, la trans-



parence des politiques publiques, l'innovation technologique et le développement des infrastructures de base.

Ces secteurs sont les leviers fondamentaux d'une croissance inclusive, durable et résiliente. Outre cela, les réformes structurelles doivent être audacieuses, alignées sur les standards internationaux, et propices à un environnement des affaires plus performant, prévisible et attractif pour les investissements.

Aux populations, je dirai que la construction d'un Congo économiquement souverain et géopolitiquement influent repose également sur l'engagement citoyen, l'excellence professionnelle, et la culture de la responsabilité collective. Devenons ensemble les artisans d'un développement endogène, en valorisant nos savoir-faire, en soutenant l'entrepreneuriat local et en consolidant des passerelles solides entre notre pays et les marchés mondiaux.

L'avenir du Congo se joue ici et maintenant, et chaque citoyen détient une part de responsabilité. ■

PME

Un partenariat stratégique d'environ 656 millions de Fcfa pour financer les startups congolaises

La Fondation BantuHub et le groupe L'Archer ont signé un partenariat stratégique destiné à renforcer l'écosystème entrepreneurial congolais. À travers cette alliance, les deux organisations prévoient d'investir 1 million d'euros, soit environ 656 millions de Fcfa, en fonds propres dans des PME et startups congolaises à fort potentiel au cours de l'année 2026.

Par GD

Cette initiative vise à accélérer l'émergence de champions économiques locaux, capables de répondre aux défis structurels du Congo tout en créant de la valeur. Dans le cadre de cet accord, les deux partenaires ambitionnent de soutenir ces acteurs en leur offrant un accompagnement à long terme et un accès privilégié aux réseaux d'investisseurs, rapporte un communiqué.



Le directeur général du groupe L'Archer et le président de la Fondation BantuHub

Ce partenariat permettra aux startups sélectionnées de bénéficier d'un financement en capital dès les phases initiales de développement ; d'un accompagnement stratégique, opérationnel et financier de long terme ; ainsi que d'un accès privilégié aux réseaux d'affaires, d'investisseurs et de partenaires du groupe L'Archer.

« En nous associant à BantuHub, nous faisons le choix d'un investissement structurant, de long terme, au service de l'économie réelle et de l'émergence de

futurs leaders économiques congolais », a déclaré le président directeur général du groupe L'Archer, Gilles Tchamba.

De même, cette collaboration soutiendra des projets à fort potentiel dans des secteurs stratégiques, parmi lesquels la fintech et l'inclusion financière, l'intelligence artificielle, ainsi que les services à valeur ajoutée pour les entreprises et les administrations.

« Le Congo regorge de talents. Notre responsabilité est de les accompagner en leur fournissant les outils et les financements nécessaires pour transformer leurs idées en entreprises solides et pérennes », a souligné le président de la Fondation BantuHub, Véronique Mankou.

A propos du groupe L'Archer

L'Archer est un groupe d'investissement et d'accompagnement créé à l'initiative d'experts financiers de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), avec pour ambition de devenir une institution panafricaine de classe mondiale. Il vise à apporter une nouvelle dynamique à la sphère économique africaine, en créant des passerelles entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement.

A propos de la Fondation BantuHub

Créée depuis plusieurs années, la Fondation BantuHub est un groupe axé au développement de l'innovation et de l'entrepreneuriat en République du Congo. Elle jouit d'une grande qualification dans l'accompagnement des startups. ■

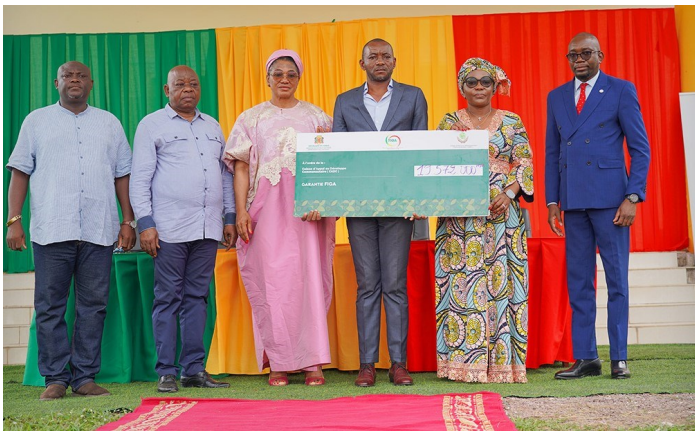
Micro-crédits

Un chèque de 50 millions de Fcfa pour accompagner les porteurs de projets sélectionnés à Kinkala

Le gouvernement congolais a remis, par le biais du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa), un chèque de 50 millions de Fcfa aux autorités locales du département du Pool, pour distribuer aux demandeurs de micro-crédits sélectionnés. Cet appui financier est destiné à accompagner les jeunes porteurs de projets.

Par GMB

Remis lors du lancement officiel du crédit "Kolisa" à Kinkala, une ville du département du Pool, ce chèque sera reparti à 306 demandeurs de micros crédits sélectionnés, avec des montants allant de 100.000 à 500.000 Fcfa. Ce geste



du gouvernement vise à sceller davantage le lien entre la Caisse d'appui du développement communautaire et le s

Intervenant au nom du gouvernement, la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a souligné que le département du Pool mérite cet appui financier du Figa, car il présente plusieurs atouts en termes de développement agricole, de l'élevage et de pisciculture.

« Je me réjouis particulièrement de l'approche inclusive du programme qui prend en ligne de compte les spécificités locales, en valorisant le savoir-faire des artisans et commerçants », a-t-elle indiqué, avant de réaffirmer les efforts continus de la municipalité en faveur de l'accompagnement du projet "Kolisa".

Rappelons qu'à ce jour, le gouvernement à travers le FIGA, a déjà accompagné près de 4.214 personnes dont 1.386 hommes et 2.828 femmes. ■

Opinion

« Pour améliorer le climat des affaires au Congo, il est nécessaire de rendre souple le cadre administratif et réglementaire »



Le climat des affaires constitue un axe fondamental pour relancer l'économie, diversifier les sources de croissance et attirer des investissements durables en République du Congo. Plusieurs leviers peuvent être activés. À partir de l'observation du terrain et des échanges avec les acteurs économiques, nous pensons qu'il est nécessaire de rendre souple le cadre administratif et réglementaire.

Dans le même volet, il faudrait également renforcer la sécurité juridique en harmonisant les textes et en garantissant les politiques économiques ; investir davantage dans les infrastructures, l'énergie et les télécommunications pour créer un environnement propice au développement des Petites et moyennes entreprises (PME) et des Petites et moyennes industries (PMI).

En outre, les gouvernants devraient œuvrer surtout pour améliorer l'accès au financement, en créant des dispositifs de garanties publiques et de capital-risque pour accompagner les jeunes entrepreneurs. A côté de cela, l'instauration d'une plateforme de concertation régulière entre l'État, le secteur privé et la diaspora pour co-construire les réformes est nécessaire. ■

Arnold Wesley Akina, président de la Cdec

Portrait

Maixent Raoul Ominga, expert-comptable et artisan de la modernisation des infrastructures éducatives

Expert-comptable, homme politique et directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), Maixent Raoul Ominga, se positionne comme un artisan majeur de la modernisation des infrastructures éducatives en République du Congo. La cinquantaine révolue, il ambitionne d'œuvrer pour le développement du capital humain en offrant les meilleures conditions d'apprentissage aux élèves.

Par Grace Dinzebi

Grâce aux multiples réalisations de la Fondation SNPC, bras social de la société pétrolière, Maixent Raoul Ominga laisse son empreinte en rénovant ou en construisant plusieurs établissements scolaires, pour renforcer l'accès à une éducation de qualité au Congo. Parmi lesquels, le Lycée d'enseignement général d'Oyo, dans le département de la Cuvette, d'une capacité d'accueil significative.

A cela s'ajoutent, le Complexe scolaire de la Liberté, dans l'arrondissement 6, Talangaï, destiné à accueillir des milliers d'élèves et à offrir des conditions d'enseignement adaptées aux standards actuels ; le Lycée d'enseignement général Simon-Pierre Kikhouna-Ngot de Dolisie dans le département du Niari, pour rehausser davantage la qualité de l'enseignement dans cette partie du pays.

Outre ces infrastructures déjà livrées, la SNPC, sous la direction de Maixent Raoul Ominga, a dévoilé la maquette du Complexe scolaire "L'Amitié" à Bacongo, un projet pensé comme un établissement moderne et modulable, afin de multiplier les pôles d'excellence à Brazzaville. La démarche combine à la fois construction, équipement et actions sociales.



Maixent Raoul Ominga, directeur général de la SNPC

Un engagement social salubre

Engagement, détermination et qualités sociales, le président de la Fondation SNPC combine tous ces artifices pour léguer à la République du Congo les infrastructures scolaires répondant aux standards de la modernité, à l'ère où l'éducation est au cœur de tous les enjeux.

« (...) L'école, vecteur essentiel de l'éducation morale et intellectuelle de nos enfants, constitue non seulement une interpellation pour l'ensemble des acteurs sociaux, mais également un atout indéniable pour le développement durable et harmonieux de notre nation », déclarait-il lors de l'inauguration du complexe scolaire de la Liberté, le 25 octobre 2025.

Homme pétri d'humanisme, Raoul Ominga n'hésite pas à disposer son temps et son énergie pour venir en aide à ceux qui sont dans le besoin. En s'appuyant sur cette qualité sociale, il est promoteur du Centre d'encadrement des jeunes filles-mères d'Oyo, visant notamment à encadrer ces dernières à l'autosuffisance, susceptible de les extraire de l'extrême pauvreté.

Des distinctions pour encourager l'action de Raoul Ominga

Afin de reconnaître son dévouement, son mérite et ses services exceptionnels rendus à la Nation, Maixent Raoul Ominga a reçu, à ce jour, plusieurs distinctions honorifiques, marquant symboliquement son rôle dans la construction d'une société solidaire. A ce titre, le 25 novembre ...

... 2025, il est fait citoyen d'honneur de la ville de Dolisie. Commandeur de l'ordre du Mérite congolais (2018), il a

actifs que les autorités nous ont confiés », a confié Maixent Raoul Ominga.



Le président de la Fondation SNPC reçoit sa distinction à Paris, en France

également reçu une médaille d'honneur lors de la cinquième édition des Prix des Arts et de la Culture, organisée le 3 décembre 2025 à Paris par l'ONG "One Vision".

Cette distinction s'inscrit dans le cadre des actions en faveur de l'éducation et de la culture menées par la Fondation SNPC que dirige le récipiendaire. *« Cette distinction constitue une source de satisfaction pour la SNPC. Elle honore notre entreprise et l'ambition de continuer à faire émerger des découvertes significatives à partir des*



Le directeur général de la SNPC/Photo d'archives

Présent à ce rendez-vous annuel parisien, le président du conseil d'administration de la SNPC, Enoch Miatabouna, a indiqué *« Que la reconnaissance de l'action de la SNPC, en ce lieu emblématique qu'est l'Institut de France, berceau de la connaissance et de l'excellence, est un motif de satisfaction pour nos équipes et fait l'honneur des Africains ».*

Un parcours professionnel qui combine persévérance et succès

Après l'obtention d'un baccalauréat série BG (économie) au lycée technique du 1er-Mai de Brazzaville, Maixent Raoul Ominga a ensuite poursuivi ses études en France, à l'Institut supérieur de l'entreprise de Montpellier, où il obtient successivement le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (Dpecf) et le diplôme d'études comptables et financières (Decf) en 1999.

En février 2001, il a intégré la SNPC, en y occupant successivement plusieurs fonctions, dont celles de chef de service comptabilité générale, directeur de la comptabilité pétrolière, puis directeur de la comptabilité de l'État par intérim et directeur financier adjoint (2011-2016). Il devient directeur général adjoint chargé des finances et de la comptabilité (2016-2018) de l'entreprise.

Devenu expert-comptable agréé CEMAC n° 500 en 2014, il est depuis le 28 février 2018, directeur général de la SNPC. Né le 7 juin 1970 à Kali-Otoko dans le district d'Oyo dans le département de la Cuvette, il totalise 17 années à la tête de cette société pétrolière. ■

Energie

Bientôt la tenue d'un forum pour promouvoir les projets énergétiques africains

Dans l'optique de faciliter les investissements entre les marchés africains de l'énergie et les investisseurs mondiaux, la plateforme d'investissement mondiale Energy Capital & Power va organiser du 22 au 23 avril prochain à Paris, en France, le "Forum Invest in African Energy (IAE). Cet espace exclusif de dialogue et de partenariat mettra en lumière les projets énergétiques et infrastructurels les plus dynamiques d'Afrique.

Par rédaction



La Centrale électrique du Congo à Pointe-Noire

Ce grand événement sur l'énergie vient à point nommé dans la mesure où les institutions financières traditionnelles limitent progressivement les prêts liés aux combustibles fossiles. Dans ce contexte, l'IAE s'attachera à catalyser de nouvelles sources de capitaux, à savoir les institutions de financement du développement, les banques multilatérales de développement, les fonds d'investissement privés, ainsi que les fonds de pension. Le forum ambitionne de mettre en

avant le rôle stratégique des investissements énergétiques diversifiés dans la sécurité énergétique, l'industrialisation et la transition énergétique du continent. Cette rencontre se positionne ainsi comme le rendez-vous incontournable des acteurs de l'énergie et de l'investissement en Afrique.

Pendant deux jours, les participants vont dialoguer avec des experts de l'industrie, rencontrer des développeurs de projets, échan-

ger avec des investisseurs et décideurs politiques, et explorer des opportunités concrètes de partenariat et de financement. Ce forum va réunir plus de 750 participants, plus de 35 pays et plus de 200 organisations, rapporte un communiqué.

Alors que l'Afrique se trouve à un moment charnière de son développement énergétique, l'exploitation responsable de ses vastes ressources pétrolières, gazières et renouvelables peut favoriser une croissance sans précédent, tout en garantissant la sécurité énergétique sur l'ensemble du continent.

A propos d'Energy Capital & Power

Plateforme d'investissement mondiale de premier plan axée sur l'Afrique pour le secteur de l'énergie, Energy Capital & Power accorde une grande importance à la création de connexions. Grâce à ses partenariats, la plateforme fournit l'accès à l'information et la visibilité aux transactions dont les entreprises énergétiques africaines ont besoin pour se développer.

Energy Capital & Power se consacre à apporter des investissements à tous les segments de la chaîne de valeur énergétique en Afrique et dans le monde, y compris l'énergie solaire et éolienne, l'hydroélectricité, les infrastructures électriques, l'exploration et la production d'hydrocarbures, le raffinage et la pétrochimie, la production d'électricité au gaz et le nucléaire. ■

Startups digitales

Les pays africains qui se distinguent par leurs performances

L'Afrique du Sud, la République de Maurice, le Maroc, la Tunisie et l'Égypte disposent des écosystèmes d'entrepreneuriat numérique les plus performants en Afrique. D'après le classement publié par "The Vienna Institute for Global Studies" (VIGS), la croissance enregistrée en Afrique subsaharienne dans le cadre de ce nouveau classement reflète les progrès réalisés dans les domaines des infrastructures numériques et de la citoyenneté numérique.

Par rédaction

L'édition 2025 de VIGS dénommée « The Digital Entrepreneurship Ecosystem Index » se base sur des données relatives à l'année 2022, les comparant à celles de 2017, qui avait servi d'année de référence pour la 1^{re} édition de l'indice publiée en 2021.

Au nombre de ces indicateurs figurent également le niveau de compétences numériques au sein de la population, les libertés sur Internet, les droits de propriété intellectuelle, le nombre de sociétés spécialisées dans les technologies financières, le nombre d'applica-

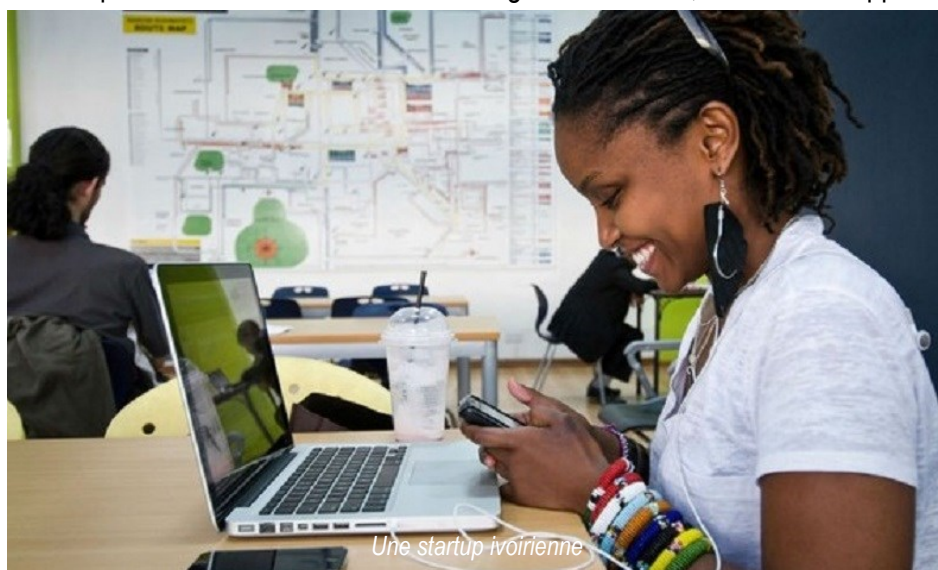
technologies numériques. Chacun des pays étudiés est noté sur une échelle allant de 0 à 100 points, aussi bien pour les scores de chaque sous-indice que pour le score global, précise la source.

Au plan mondial, les États-Unis restent le pays disposant l'écosystème d'entrepreneuriat numérique le plus développé, avec un score de 87,9 points. Ils sont suivis par le Danemark, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et Singapour.

Par ailleurs, sur le plan africain, l'Afrique du Sud, qui occupe le 59^e rang mondial, arrive ainsi à la première place africaine avec un score global de 43,4 points. La république mauricienne (60^e rang mondial) occupe la deuxième place à l'échelle africaine, devant le Maroc (83^e rang mondial), la Tunisie (87^e), l'Égypte (92^e), le Cap-Vert (93^e), le Botswana (101^e), le Kenya (104^e), et le Ghana (105^e).

Ci-dessous le classement 2025 des pays africains.

- 1-Afrique du Sud (59^e rang mondial)
- 2-Maurice (60^e)
- 3-Maroc (83^e)
- 4-Tunisie (87^e)
- 5-Égypte (92^e)
- 6-Cap-Vert (93^e)
- 7-Botswana (101^e)
- 8-Kenya (104^e)
- 9-Ghana (105^e)
- 10-Algérie (111^e)
- 11-Sénégal (118^e)
- 12-Namibie (121^e)
- 13-Nigeria (122^e) ...



Une startup ivoirienne

Dans le cadre de cette édition, VIGS a mis l'accent sur les performances des écosystèmes dans 170 pays du monde en se basant sur plus de 50 indicateurs, dont la qualité de la réglementation dans le domaine des TIC, les capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité, et le nombre de serveurs Internet sécurisés par million d'habitants, rapporte l'agence Ecofin.

tions numériques développées localement, l'accès au capital-risque et à l'électricité.

L'institut VIGS a regroupé ces indicateurs en quatre grands sous-indices, à savoir les infrastructures numériques, la citoyenneté numérique, les plateformes numériques multi-faces, et l'entrepreneuriat dans le domaine des

...14-Gabon (126è)	28-Angola (146è)	42-Guinée-Bissau (164è)
15-Côte d'Ivoire (127è)	29-Mali (147è)	43-Niger (165è)
16-Zambie (129è)	30-Malawi (148è)	44-Tchad (167è)
17-Libye (130è)	31-Mozambique (150è)	45-Burundi (168è)
18-Eswatini (131è)	32-Soudan (151è)	46-Soudan du Sud (169è)
19-Tanzanie (132è)	33-Ethiopie (152è)	47- République centrafricaine (170è)
20-Rwanda (134è)	34-Madagascar (153è)	
21-Cameroun (135è)	35-Mauritanie (154è)	
22-Ouganda (137è)	36-Sierra Leone (155è)	
23-Togo (139è)	37-Burkina Faso (156è)	
24-Lesotho (140è)	38-Comores (158è)	
25-Zimbabwe (142è)	39-République du Congo (159è)	
26-Bénin (143è)	40-RD Congo (162è)	
27-Gambie (144è)	41-Liberia (163è)	

A propos de VIGS

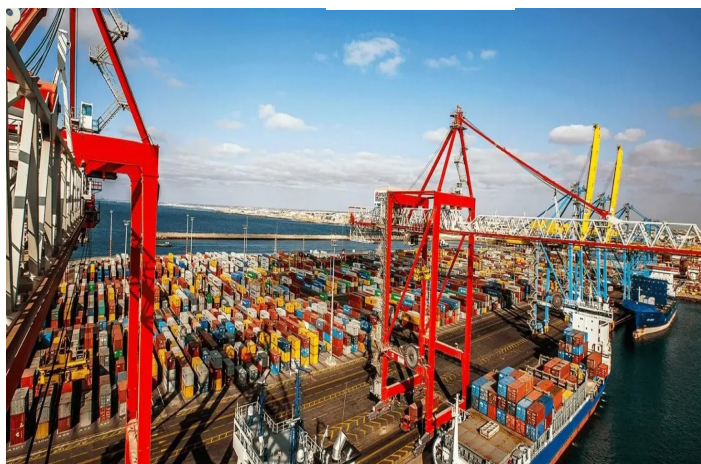
Institut de recherche indépendant et interdisciplinaire basé à Vienne, en Autriche, VIGS s'attaque aux grands défis mondiaux du 21^e siècle, avec des recherches axées sur le bien-être, la géopolitique, l'IA et les écosystèmes entrepreneuriaux, en réunissant des experts pour innover et créer un changement sociétal. ■

Infrastructures

Le Maroc ambitionne de placer l'économie bleue au centre de sa stratégie

Le Royaume du Maroc ambitionne de placer l'économie bleue au centre de sa stratégie de croissance, en faisant des activités maritimes, portuaires, halieutiques et logistiques des leviers essentiels de création d'emplois et de compétitivité. Cette orientation s'inscrit dans le cadre de la stratégie portuaire nationale à l'horizon 2030, visant à renforcer et moderniser les infrastructures.

Par rédaction



La modernisation de ces infrastructures permettra d'accompagner la progression des flux commerciaux

et de consolider le positionnement du Royaume sur les grandes routes du commerce international. Parmi les projets structurants figurent le port Nador West Med, à l'est du pays, et le port Dakhla Atlantique, au sud, appelés à compléter et à renforcer le dispositif portuaire national.

En effet, ces infrastructures visent notamment à soutenir le développement régional, à capter de nouveaux trafics et à accompagner

l'intégration du Maroc dans les chaînes de valeur régionales et continentales.

Lors d'une visite des installations de Tanger Med organisée au profit de journalistes africains, le responsable de l'optimisation des escales et de la facturation au port Tanger Med, Hicham Kharouf, a indiqué que ces plateformes sont appelées à évoluer en synergie avec le port Tanger Med, première infrastructure portuaire du pays, dont les performances opérationnelles font référence à l'échelle internationale.

Dans ce cadre, la stratégie

nationale prévoit également le développement d'infrastructures d'accompagnement, notamment routières, ferroviaires et aéroportuaires ainsi que le renforcement des liaisons maritimes interportuaires, afin d'optimiser la circulation des marchandises et de renforcer l'attractivité glo-

bale des ports marocains.

À travers cette approche intégrée, le Royaume ambitionne de faire de l'économie bleue l'un des piliers durables de son développement économique et de son rayonnement maritime régional.

Le Royaume dispose d'un potentiel maritime impor-

tant, valorisé à travers le développement de l'offre portuaire, l'exploitation durable des ressources halieutiques et l'essor des services logistiques connexes, autant de segments générateurs de valeur ajoutée pour l'économie nationale.

segments de la chaîne de

valeur énergétique en Afrique et dans le monde, y compris l'énergie solaire et éolienne, l'hydroélectricité, les infrastructures électriques, l'exploration et la production d'hydrocarbures, le raffinage et la pétrochimie, la production d'électricité au gaz et le nucléaire. ■

Technologie

Top 16 des pays africains les mieux classés dans la course mondiale à l'Intelligence artificielle

Dans sa récente publication, « The Global AI Index (Gall) » a classé 93 pays du monde pour lesquels les données sont disponibles en fonction de leur niveau d'investissement, d'innovation et de mise en œuvre de l'Intelligence artificielle (IA). Sur les 93, seulement 16 pays africains se distinguent comme les mieux positionnés dans la course à l'Intelligence artificielle (IA), bien que ces derniers soient en bas du classement sur le plan mondial.

le nombre de start-up spécialisées en IA, les cas d'utilisation de l'IA dans le secteur public, le nombre de développeurs de logiciels IA,

nombre d'établissements de formation spécialisés.

Ces indicateurs sont répartis sur trois piliers (investissement, innovation et mise en œuvre) et sept sous-piliers (talents, infrastructures, environnement opérationnel, recherche, développement, écosystème d'affaires, et stratégie gouvernementale), précise le média "Ecomnews Afrique".

Ce classement s'appuie sur 108 indicateurs couvrant la période 2020-2025 qui proviennent de 23 sources de données différentes, notamment des rapports gouvernementaux, des bases de données publiques réalisées par des organisations internationales, de think tanks et des entreprises privées.

En effet, plusieurs indicateurs ont permis ce classement, parmi lesquels, les capacités de calcul informatique de haute performance, les capacités en matière de semi-conducteurs,

les capacités électriques, ainsi que le

D'après des experts, le score ...



global d'un pays est constitué de la somme pondérée des scores de ses sous-piliers, qui sont eux-mêmes la somme pondérée des divers indicateurs au sein de chaque sous-pilier. Les pondérations des sous-piliers sont les suivantes : talents (11%), environnement opérationnel (8 %), infrastructures (16 %), recherche (17%), développement (18 %), écosystème d'affaires (18 %) et stratégie gouvernementale (12 %).

Selon ces indicateurs, les pays africains étudiés affichent des scores très faibles dans les sous-piliers développement, recherche, écosystème d'affaires, talents et infrastructures. A titre d'illustration, l'Egypte (47e rang mon-

dial) arrive en tête de liste sur les 16 pays africains couverts par l'indice, avec un score global de 13 points.

Par ailleurs, à l'échelle mondiale, ce sont les Etats-Unis qui mènent la course mondiale à l'IA avec un score de 100 points, devant la Chine, Singapour, le Royaume-Uni et la Corée du Sud.

Classement des pays africains dans la course mondiale à l'intelligence artificielle :

1-Egypte (47e)

2-Afrique du Sud (54e)

3-Ghana (61e)

4-Algérie (65e)

5-Maroc (68e)

6-Nigeria (69e)

7-Maurice (70e)

8-Kenya (74e)

9-Sénégal (75e)

10-Côte d'Ivoire (84e)

11-Tunisie (85e)

12-Rwanda (86e)

13-Bénin (88e)

14-Zambie (89e)

15-Ethiopie (91e)

16-Sierra Leone (93e) ■

MelesiSoft

VOTRE
AGENCE DE COMMUNICATION
DIGITALE ET DE DEVELOPPEMENT
INFORMATIQUE

Nos Services

- > Création de site web
- > Développement Mobile
- > Hébergement Web
- > Création Graphique
- > Marketing Digital
- > Community Management

CONTACTEZ - NOUS

+ 242 06 680 35 98 / + 242 06 559 50 15 www.melesisoft.com



BP ☎ 711 – Pointe-Noire
Téléphone ☎ (242) 94.00.52
Fax ☎ (242) 94.20.42
République du Congo
E-mail : info@papn-cg.org
Web : www.papn-cg.org

**PROJET : ASSISTANCE TECHNIQUE AUPRES DE LA DIRECTION DQSSE
DU PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE**

**MARCHE : ACQUISITION DE MOYENS DE PROTECTION, D'INTERVENTION ET LUTTE
ANTIPOLLUTION DANS LE CADRE DES VOIETS « MATIERES DANGEREUSES
ET URGENCE – ANTIPOLLUTION » AU PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE**

PAYS : REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 043 /PAPN/DQSSE/SPCIPM/25

1. Le Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût de l'Assistance Technique auprès du département Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement (QHSE) du PAPN. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du projet d'acquisition de moyens de protection et d'intervention dans le cadre du volet « matière dangereuse », d'intervention et lutte antipollution dans le cadre des volets « matières dangereuses et urgence – antipollution » au Port Autonome de Pointe-Noire.

2. Le PAPN sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture de :

- Lot 1 – Matériel de protection et d'intervention
- Lot 2 – Equipement d'intervention
- Lot 3 – Matériel de forçement et désincarcération
- Lot 4 – Moyen de transport
- Lot 5 – Santé et Sécurité
- Lot 6 – Outils
- Lot 7 – Remorques

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de

La Direction Générale du Port Autonome de Pointe-Noire,
(A l'attention du Coordonnateur des projets de la phase d'urgence)

Tel : +242 06 670 11 12 / +242 05 553 20 89

Courriel : info@papn-cg.org ; Cc : jeanjacquesmombo250@gmail.com ;

Boulevard de Loango - Centre-ville – BP :711 ; Pointe-Noire

et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à la Direction de la Qualité, Sécurité, Santé et Environnement du PAPN (courriel : leslie.bhalat@papn-cg.org ; spcpm@papn-cg.org ; edmondotsoa5@gmail.com ; de 8h00 à 13h00 et 14h30min à 16h30min.

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en Français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de 100.000 FCFA. La méthode de paiement se fera en espèces (à la caisse du PAPN), par chèque bancaire à l'ordre du PAPN ou par virement bancaire (Cf. relevé d'identité bancaire ci-joint)

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du *Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures* de l'Agence Française de Développement.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **27 février 2026** à 12h00 min. Les Offres doivent comprendre une déclaration de garantie de l'offre pour un montant de 9.183.398 FCFA ou 14.000 Euros.

7. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent, au Siège Social du Port Autonome de Pointe-Noire, situé sur l'avenue de Loango en face de l'immeuble de la CNSS, à 12h30 min.

8. Les exigences en matière de qualifications sont présentées à la section III - Critères d'évaluation et de qualification. Voir les Documents d'Appel d'Offres pour les informations détaillées.

Fait à Pointe-Noire, le 27 décembre 2025

Le Directeur Général
du Port Autonome de Pointe-Noire


Séraphin BHALAT



Vous trouverez tous ces services à la maison Schekinahevents



Design

Décoration

Conseil matrimonial

Conseil vestimentaire



Contacts: +242 06 956 21 66 / +15184952626

ScekinahEvents@gmail.com